

tion de 92 pour cent et de langue française dans une proportion de 80 pour cent, que cette Société a vu le jour, mais parmi les Canadiens de langue anglaise, dans la province de la Colombie Anglaise, où la proportion des Canadiens de naissance est probablement la plus faible de toutes les provinces. L'idée d'une société fraternelle nationale fut conçue par Monsieur A. M. Jones, de Victoria, qui, le 12 avril 1921, réunit un groupe d'amis chez lui et avec eux jeta les bases de l'Association. Le premier février 1922 on rédigea et signa ce qu'en style légal on appelle un mémoire de conventions, — je vous en ai lu des extraits il y a un instant, — et, le 10 février 1922, la Société recevait son existence légale, c'est-à-dire sa charte d'incorporation, du gouvernement du Canada.

Les signataires de la demande de charte, c'est-à-dire les fondateurs de la société étaient :

Wm. M. Ivel, chimiste.

Hon. Archer Martin, juge Cour d'Appel, C. A.

Robert D. MacLachlan, fonctionnaire civil.

Isaac Byers, fonctionnaire municipal.

James Dakers, chaudronnier.

Arthur C. Pike, ingénieur.

Alex. W. Staples, avocat.

Ernest A. Hall, médecin chirurgien.

John O. Dunford, agent de change.

Wm. Duck, avocat.

Geo. Cameron, manufacturier.

Angus McInnes, dentiste.

Robert McInnes, instituteur.

Patrick O'Hara, agent.

Fred Meller, peintre d'enseignes.

Le premier président général fut l'honorable juge Archer Martin, de la Cour d'Appel de la Colombie Anglaise.

Vous avez dû remarquer la diversité des occupations des fondateurs qui vont de la magistrature au plus haut tribunal provincial à l'humble mais honorable métier de peintre d'enseignes. C'est la preuve du caractère fraternel et démocratique de la Société et, à la grande convention annuelle d'icelle, qui sera tenue à Québec, l'été prochain, on verra des Canadiens venant des quatre coins du pays et appartenant à toutes les classes sociales fraterniser ensemble dans le meilleur esprit possible et exprimer leur opinion en toute candeur sur les plus graves questions d'intérêt public, ayant tous un seul objet en vue, le bien, l'avancement et le bonheur de leur pays.

D'ailleurs, l'idée fondamentale qui inspira les fondateurs de la Société fut celle de trouver, au-dessus des différences d'origine, de religion, de parti, d'occupation et de résidence, un terrain d'entente sur lequel les citoyens nés au Canada pourraient s'unir et s'entendre pour travailler pour le bien commun du pays et y faire régner la paix, la concorde et l'harmonie. Nos fondateurs ont pensé qu'à côté des sociétés qui unissent en groupes fermés les citoyens de ce pays suivant leur origine raciale, il pouvait y avoir une grande société nationale et patriotique ouverte à tous les Canadiens sans distinction et destinée à les faire mieux se connaître et à développer l'esprit et le caractère canadiens en suivant le fils conducteur des traditions ancestrales.

Les exemples illustrent les préceptes. Qu'il me soit permis de citer comme exemple de la largeur de

vues et de la bonne entente vraiment canadiennes qui règnent dans cette société, où les Canadiens de langue française ne sont encore qu'en petit nombre, l'élection de votre humble serviteur comme président général à la convention tenue à Toronto, en août dernier.

Les Canadiens Natifs ont une devise : Canada First, le Canada d'abord. On nous l'a empruntée, il n'y a pas longtemps, et le succès obtenu par les emprunteurs doit nous démontrer ce que l'on peut faire avec un cri de ralliement bien lancé et bien exploité et qu'un appel au sentiment national a toujours chance d'être entendu. Voilà pourquoi je suis convaincu que le mouvement des Canadiens natifs qui s'appuie sur le sentiment national et tend à accroître la confiance des Canadiens en eux-mêmes et en leur pays, est destiné à prendre une grande importance, à exercer une influence considérable sur la marche des affaires publiques et à jouer un rôle prépondérant dans l'accomplissement de la destinée de la nation.

Il est bon de dire que leur devise les Canadiens natifs l'ont sans doute empruntée à leur tour à la Canadian National Association qui, vers 1874, donna naissance au mouvement "Canada First" et au "Canada First Party".

Le mouvement nationaliste de 1874 peut être à bon droit considéré comme l'ancêtre du mouvement actuel des Canadiens natifs, plutôt que cet autre mouvement nationaliste du commencement du siècle présent, dont l'action paraît avoir été principalement politique et qui, après une guerre brillante et sans merci contre un parti, à l'exception notable de trois ou quatre de ses membres, succomba dans les bras du parti adversaire, aux délices de Capoue ou, pour parler comme les Anglais, aux "sweets of office".

Le parti du "Canada d'abord" de 1874 eut une brève et brillante carrière ; il servit à éveiller le sentiment national et prépara l'opinion publique aux réformes importantes qui se sont accomplies depuis. Il publia deux journaux à Toronto, un hebdomadaire, la "Nation" et un quotidien le "Libéral" qui se firent remarquer par leurs idées avancées et la qualité littéraire de leur rédaction. Pendant un certain temps il compta dans ses rangs l'éminent Canadien que fut l'honorable Edward Blake qui, dans un discours à Aurora, le 3 octobre 1874, préconisa entre autres choses, la fédération de l'Empire, — ce que nous avons depuis 1926 — déclara qu'il était impossible de nourrir un sentiment national sans que le Canada ait les attributs nationaux, décrivit les Canadiens comme quatre millions de Britanniques qui n'étaient pas libres et réclama pour le Canada le droit de faire ses propres traités, afin de ne pas être entraîné dans des guerres occasionnées par une politique dans laquelle il n'a rien à dire.

Un autre de ses membres, journaliste, philosophe, économiste et littérateur de renom, président du National Club, Goldwin Smith, affirmait carrément, au grand scandale des timorés, des échines pliantes et des âmes coloniales de ce temps-là — et il y en a encore de nos jours qui manquent de foi en leur patrie — sa croyance à l'indépendance éventuelle du Canada par émancipation graduelle.

(A suivre)